

	<b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b>
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme	

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

<b>Cadre réservé à l'autorité environnementale</b>		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>1. Identification de la personne publique responsable</b>
Dénomination
<a href="#">Commune de PLOGONNEC</a>
SIRET/SIREN
<a href="#">212 901 698 00010</a>
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
<a href="#">Mairie de Plogonnec</a> 4, rue de la Mairie 29180 PLOGONNEC Tel : 02 98 91 72 06 Courriel : <a href="mailto:mairie@plogonnec.fr">mairie@plogonnec.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
<a href="#">LEROY Didier, Maire de la commune de Plogonnec</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<a href="#">Directeur général des services de Plogonnec : AVRIL Vincent</a>

<u>Accompagnement technique</u> : bureau d'études Territoire +, directrice du projet : WESSELING Lisanne
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
<u>Directeur général des services de Plogonnec</u> : AVRIL Vincent Adresse : Mairie de Plogonnec 4, rue de la Mairie 29180 PLOGONNEC Tel : 02 98 91 83 93 Courriel : <a href="mailto:dgs@plogonnec.fr">dgs@plogonnec.fr</a>
<u>Accompagnement technique</u> : Bureau d'études Territoire +, directrice du projet : WESSELING Lisanne Adresse : 15 avenue du Professeur Jean Rouxel 44470 Carquefou Tel : 06 49 34 36 88 Courriel : <a href="mailto:lisanne.wesseling@territoire-plus.fr">lisanne.wesseling@territoire-plus.fr</a>
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
PLU de la commune de Plogonnec
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Date d'approbation du PLU : 29 juin 2017 Site internet où le PLU est consultable : <a href="https://www.plogonnec.fr/le-plu-de-la-commune-approuve/">https://www.plogonnec.fr/le-plu-de-la-commune-approuve/</a> ET <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/</a>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Plogonnec
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

<p>1/ Secteur de l'EHPAD                  2 &amp; 4/ Secteur ZAE Bouteffelec Nord                  3/ Secteur Venelle des Hortensias</p>	
<p><b>3. Contexte de la planification</b></p>	
<p><b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b></p>	
<p>Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui  <input type="checkbox"/> Non</p>	
<p>Si oui, nom du document et date d'approbation :</p>	
<p>Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Bretagne, approuvé le 16 mars 2021 – <i>en cours de révision</i></p>	
<p>Le territoire est-il couvert par un SCoT ?</p>	
<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui  <input type="checkbox"/> Non</p>	
<p>Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :</p>	
<p>Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Odet, approuvé le 6 juin 2012 – <i>en cours de révision (procédure engagée en février 2020) et de modification simplifiée.</i></p>	
<p>Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2022 à 2027 du 18 mars 2022</li> <li>- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odet, approuvé le 20 février 2017 et SAGE de la Baie de Douarnenez, approuvé le 21 décembre 2017</li> <li>- Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) – intégré dans le SRADDET de Bretagne approuvé le 16 mars 2021 – <i>en cours de révision</i></li> </ul>	
<p><b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b></p>	
<p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration</p> <p><input type="checkbox"/> Oui  <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>	
<p>Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale</p>	

/
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
/
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
/
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
/
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification de droit commun n°1, approuvée le 7 juillet 2023. <u>Objets de la procédure :</u> - Mise en cohérence du règlement graphique et du règlement écrit concernant les règles de recul par rapport aux routes départementales applicables aux zones A et N et la précision du règlement écrit concernant les dérogations possibles. - Adaptation de l'article UH.11 du règlement écrit, afin d'être en cohérence avec les dispositions prévues à l'article 1AUH.11 concernant le traitement des éléments annexes. - Modification du tracé du cours d'eau (et de la zone humide liée) au niveau du Kerinou sur le règlement graphique et les OAP des secteurs concernés, afin de prendre en compte l'actualisation réalisée par le SIVALODET. - Création d'un STECAL « Ai » à Kernevez-Kerlanguy. - Mise en cohérence des bâtiments étoilés sur le règlement graphique et l'atlas localisant et identifiant chaque bâtiment pouvant changer de destination.
<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification de droit commun (articles L.153-41 à L.153-44 du Code de l'Urbanisme).
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
3 196 habitants en 2020.
4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	5 374			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	147,44	2,74 %	147,13	2,74 %
zones 1 AU	17,40	0,32 %	17,6	0,33 %
zones 2 AU	8,78	0,16 %	8,78	0,16 %
zones A	4 063,85	75,62 %	4 063,85	75,62 %
zones N	1 136,52	21,15 %	1 136,52	21,15 %
Total	5 374	100 %	5 374	100%

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait du PADD :

Agir pour la protection de l'environnement, c'est aussi reconsidérer les modes d'urbanisation et, plus globalement, mieux intégrer les problématiques environnementales dans l'aménagement du territoire. La municipalité se doit ainsi d'intégrer l'environnement dans son projet de territoire et d'être le moteur d'une démarche d'aménagement plus soucieuse des enjeux écologiques et de la gestion des ressources de son territoire.

- Une consommation d'espace relativement raisonnable depuis l'approbation du POS avec 24 hectares consommés pour l'habitat entre 2003 et 2013, soit 2,2 ha/an.
- Une recherche de densité dans les opérations publiques ou sociales, mais des extensions urbaines largement dominées par de l'habitat pavillonnaire, davantage consommatrice d'espace.

### 3.3– Intégrer une démarche environnementale dans l'aménagement de son territoire

➤  **Limiter la consommation d'espace :**

- En réduisant les surfaces dédiées au développement de l'habitat de près de 30 % par rapport à la consommation d'espace sur la période 2003-2013 (près de 24 ha consommés par l'habitat) et limitant la surface à ouvrir à l'urbanisation à vocation d'habitat au besoin réel en logements pour les 15 années à venir.  
L'enveloppe à consacrer au développement de l'urbanisation à vocation d'habitat sera d'environ 23 hectares d'ici une quinzaine d'années. Ce potentiel constructible comprend à la fois les secteurs à urbaniser en réinvestissement urbain (1/3) comme en extension (2/3).
- En réduisant les surfaces dédiées au développement des activités économiques de 65 % par rapport à la consommation foncière calculée sur la période 2003-2013 (près de 11 ha consommées) et limitant la surface à ouvrir à l'urbanisation à vocation d'activités économiques au besoin estimé pour les 15 années à venir, soit 5,5 ha.
- En réduisant les surfaces destinées à l'urbanisation à vocation d'habitat par rapport au P.O.S. de 2001, notamment dans les secteurs du bourg et Saint-Albin au profit des zones naturelles ou agricoles.

<ul style="list-style-type: none"> <li>- En valorisant, dans la mesure du possible le potentiel de réinvestissement urbain présent dans le bourg, à Saint-Albin et au Croëzou (près d'un tiers du potentiel d'urbanisation future).</li> <li>- En maîtrisant la densité sur les secteurs destinés au développement de l'habitat conformément aux prescriptions du SCoT de l'Odet (en moyenne 13 logements/ha (densité brute), seuil qui peut varier en fonction de la nature et de la localisation des opérations).</li> <li>- En axant majoritairement le développement de l'urbanisation future sur les 3 pôles de vie de la commune : le bourg, Saint-Albin et Le Croëzou, et en n'autorisant en-dehors de ces 3 pôles, que le comblement de quelques parcelles encore non bâties et sans vocation agricole du secteur du lotissement de la Lorette et le maintien de quelques potentialités de constructions sur un nombre limité de hameaux.</li> <li>- En maîtrisant l'urbanisation dans le temps avec une réflexion sur des zones constructibles à court comme à long terme.</li> </ul> <p>➤ <b>Promouvoir une approche environnementale dans les opérations d'urbanisme :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En prenant en compte les caractéristiques naturelles du site (ensoleillement, vents dominants, pentes, contexte paysager...) dans la conception des projets.</li> <li>- En conservant et/ou créant des espaces de nature, véritables espaces verts et de rencontre pour les habitants.</li> <li>- En favorisant des dispositifs de gestion des eaux pluviales, qui apportent à la fois des solutions techniques, et qui contribuent à l'aménagement végétal des quartiers (noues, bassins de rétention paysagers...).</li> </ul>
---

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

##### Objectifs de la procédure :

- La délimitation d'un secteur Uhb et l'élargissement du périmètre de diversité commerciale – Secteur de l'EHPAD
- La création d'une OAP – Secteur ZAE Bouteffelec Nord
- La création d'une OAP et la délimitation d'une zone 1AUh – Secteur Venelle des Hortensias
- La création d'un emplacement réservé pour une voie de desserte (accès à la parcelle AC n°112) – Secteur ZAE Bouteffelec

##### Contenu :

- Une notice explicative
- Les pièces réglementaires modifiées à savoir : le règlement graphique et le dossier d'OAP.

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

Oui

Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les

<p>territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p> <p>/</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Optimisation de l'occupation foncière</p> <p>Optimisation de l'occupation foncière</p> <p>- En zone 1AUh : Surface : 0,2 ha Densité : 22 logts/ ha Potentiel : 4 logts min</p> <p>- En zone Uhb : Surface : 0,09 ha Densité : 20 logts/ha Potentiel : 2 logts min</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p> <p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p> <p>/</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>

/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
/
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui

<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b>
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
/

<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le territoire de Plogonnec est concerné par un <b>site classé</b> : « <b>Montagne de Locronan</b> » dite « Menez Lokorn » (classé par arrêté préfectoral du 20 novembre 2007)

## Annexe II

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<b>12 ICPE sont recensées</b> sur le territoire de Plogonnec dont 1 est en cessation d'activité (8 activités agricoles, 1 casse auto, 1 carrière, 1 installation de stockage et de déchets inertes)
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Plogonnec compte <b>6 monuments historiques</b> (4 classés, 2 inscrits) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chapelle Saint-Pierre, son calvaire et son placître (classé par arrêté du 14/10/1963)</li> <li>• Chapelle, sacristie et calvaire de Saint-Théleau (classé par arrêté du 12/11/1914)</li> <li>• Eglise Saint-Thurien avec les murs et les portes du cimetière (classé par arrêté du 28/10/1922)</li> <li>• Stèle protohistorique de Kerlagat (inscrit par arrêté du 04/04/1972)</li> <li>• Tumulus de Kerledan (classé par arrêté du 04/11/1971)</li> <li>• Tumulus de Kervolzet (inscrit par arrêté du 25/01/1972)</li> </ul> <p>Le territoire communal est également concerné par le périmètre de protection de 2 autres MH situés hors du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'église et la croix du cimetière du Juch (classement par arrêté du 15/01/1916)</li> </ul>

## Annexe II

			<ul style="list-style-type: none"> <li>Camp des Salles, désigné sous le nom Goarem-ar-Salud à Locronan (classé par décret du 22/12/1965)</li> </ul>
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réservoirs et corridors écologiques présents sur le territoire communal.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Plogonnec compte sur son territoire <b>un arrêté de protection de biotope</b> , dit « <b>Combles et clocher de l'église de Saint-Thurien</b> » (FR3800560). Cet arrêté du 12 janvier 2001 régleme l'accès et les activités autorisées sur le site de l'église de Saint-Thurien. Il abrite des chauves-souris de l'espèce Grand Rhinolophe, qui s'y reproduisent.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Espaces boisés classés au titre de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

### 5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## Annexe II

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## Annexe II

articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine			
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Secteur ZAE Bouteffelec Nord</u> : se situe dans les périmètres de protection de l'église Saint-Thurien avec les murs et les portes du cimetière, ainsi que du Tumulus de Kervolzet</li> <li>• <u>Secteur Venelle des Hortensias</u> : se situe dans le périmètre de protection de l'Eglise Saint-Thurien, avec les murs et les portes du cimetière</li> </ul>
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Secteur ZAE Bouteffelec Nord</u> : Un corridor écologique rattaché au cours d'eau intermittent est identifié au Nord du secteur. Toutefois, le Nord étant déjà urbanisé, les nouvelles constructions qui s'implanteront sur le reste de la zone n'auront donc pas pour effet d'impacter ce milieu. Un second corridor écologique est présent au Sud-Est du secteur, lié à une haie protégée. Cette haie n'est pas continue et peut donc difficilement favoriser les déplacements des espèces. Aussi, un élément fragmentant (RD63) est présent entre la zone à aménager et les autres corridors.</li> </ul>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<ul style="list-style-type: none"> <li><a href="#">Secteur ZAE Bouteffelec Nord</a> : présence d'un talus ou haie à préserver au Sud-Est du secteur, ainsi que d'un cours d'eau intermittent au Nord</li> </ul>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?**

- Oui  
 Non

Si oui, précisez :

- [Secteur ZAE Bouteffelec Nord](#) : localisé pour partie dans la bande de 100 m d'isolement acoustique.

## 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

[Cf. annexe 1 – auto-évaluation.](#)

## 7. Autres procédures consultatives

### 7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Janvier 2024

### 7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

/

### 7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

- Oui  
 Non

- participation du public par voie électronique

- Oui  
 Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

## 8. Annexes

### 8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés) <a href="#">Cf. annexe 2 – notice explicative.</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ). <a href="#">Cf. annexe 2 – notice explicative.</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> ) <a href="#">Cf. annexe 1 – auto-évaluation.</a>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

### 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

<p>Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent</p> <p> Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
--

**9. Engagement et signature**

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Plogonnec	le,	22/11/2023
Nom	LEROY	Prénom	Didier
Qualité	Maire de la commune de Plogonnec		

Signature

The image shows the official seal of the Municipality of Plogonnec on the left, which is circular and contains the text 'MAIRIE DE PLOGONNEC' and '(ministère)'. To the right of the seal is a handwritten signature in black ink.